



Institut de
l'ENTREPRISE
Melchior

Compte-rendu EEE 2025

Conférence – Education et compétences
dans l'Union européenne

Intervenants :

Clément BEAUNE, Haut-commissaire à la Stratégie et au Plan ;

David HÉLARD, Inspecteur Général de l'Education, du Sport et de la Recherche,
Responsable du pôle Voie professionnelle et apprentissage ;

Estelle SAUVAT, Présidente du Groupe Alpha ;

Modératrice :

Marie VISOT, rédactrice en chef Figaro économie.

Compte-rendu réalisé par Murielle GERMANAZ (professeure de SES) et
Annlyse TURQUET (professeure d'économie-gestion) de l'Académie de La
Réunion.

Face à un double bouleversement, à la fois démographique et technologique, il devient indispensable de replacer l'éducation et la formation au cœur des politiques publiques. Les compétences des actifs constituent en effet les principaux leviers de compétitivité, de croissance durable et, plus largement, de souveraineté économique et sociale.

Comment anticiper les conséquences de la baisse de la population active ? Quelles seront les compétences clés attendues sur le marché du travail de demain ? Quelles politiques publiques faut-il concevoir pour accompagner ces mutations ? Et, plus globalement, comment élever durablement le niveau de compétences en France et en Europe afin de relever les défis économiques et sociétaux des prochaines décennies ?

Quelle place pour l'Europe dans le développement et la gouvernance de l'intelligence artificielle ?

Axe 1 : Quel va être l'impact de la démographie sur l'emploi et, plus généralement, sur le marché du travail ?

Cet axe interroge la capacité de la France et de l'Europe à maintenir une main-d'œuvre suffisante et qualifiée dans un contexte de décroissance démographique.

Clément Beaune souligne que la France connaît désormais un solde naturel négatif, avec plus de décès que de naissances depuis 2025, une première depuis 1945. Ce déclin démographique, observé dans la plupart des pays européens, entraînera d'ici 2033-2035 une baisse de la population active et, par conséquent, engendrera des tensions croissantes sur l'ensemble des métiers. Pour compenser, il faudra soit rétablir une dynamique démographique, soit travailler plus longtemps.

Estelle Sauvat qualifie cette période de "moment ciseaux" : la démographie se contracte au moment même où les transformations technologiques exigent davantage de compétences. Elle rappelle aussi que l'investissement dans la formation est une priorité nationale et européenne. Le plan de 15 milliards d'euros lancé en 2017 en faveur de l'apprentissage et de la formation professionnelle a inspiré le futur programme européen "Éducation et compétences" doté de 148 milliards d'euros. Elle met aussi l'accent sur le fait que chaque année supplémentaire d'éducation augmente en moyenne de 7 % le revenu individuel, ce qui confirme l'importance d'un investissement stable et durable dans la formation.

L'investissement dans le capital humain devient donc stratégique et doit être soutenu financièrement au niveau européen.

David Héland complète cette analyse en rappelant que les formations technologiques connaissent déjà une forte tension sur les recrutements alors que les besoins dans les entreprises sont

importants. La démographie accentuera un déficit structurel de compétences, en particulier dans les formations professionnelles techniques.

Ainsi, tous soulignent que sans stratégie de montée en compétences d'une population active qui diminue, la croissance sera difficile à soutenir.

Axe 2 : Quelles politiques mettre en œuvre pour accompagner les transformations du marché du travail ?

Cet axe met en lumière le rôle essentiel de la formation pour soutenir la compétitivité française et européenne.

Clément Beaune rappelle que la question des compétences fut longtemps absente des politiques européennes ce qui explique le retard structurel accumulé. Il salue les initiatives récentes : le rapport Draghi qui indique que l'Europe devra investir environ 800 Mds d'€ par an pour rester dans la compétition mondiale ; et appelle un plan d'action. Selon lui, les compétences les plus précieuses sont celles qui assurent une participation durable au marché du travail et une capacité permanente d'adaptation. Il déplore néanmoins l'absence de programmes européens dédiés à la formation et à la recherche en lien direct avec les entreprises. Enfin, il affirme que la formation la plus efficace reste celle qui s'effectue au contact de l'emploi, dans la pratique professionnelle elle-même, car l'activité de travail constitue le premier vecteur d'apprentissage, d'adaptation et de montée en compétences.

Estelle Sauvat met en garde contre un risque majeur de rupture dans la formation continue, au moment même où celle-ci est cruciale pour accompagner les transitions professionnelles. Elle rappelle que « tout se joue là où l'économie se joue », c'est-à-dire dans l'entreprise.

Elle prône alors un nouvel équilibre de financement : aujourd'hui, l'État assume 90 % des coûts de la formation contre 10 % pour les entreprises. Celles-ci doivent être co-responsables du développement des compétences, notamment par le recours à des leviers innovants, comme par exemple, l'utilisation partielle des indemnités de rupture conventionnelle pour financer la reconversion. Elle invite enfin à mobiliser les financements européens et à considérer la formation comme un investissement stratégique, garant de la croissance et de la souveraineté économique.

David Hélar indique qu'il est difficile d'anticiper les évolutions du marché du travail et les futurs besoins en compétences. Il attire aussi l'attention sur un constat préoccupant : parmi les 170 000 jeunes apprentis ou élèves en emploi un an après l'obtention de leur diplôme, seuls 36 % ont suivi une formation industrielle, et seulement 16 % travaillent réellement dans le secteur correspondant à leur formation. Ce rendement d'insertion est donc faible : beaucoup de jeunes exercent un emploi sans lien direct avec leur spécialité. Pour y remédier, il met en avant des dispositifs déjà existants mais sous-utilisés, comme le programme « Ambition Emploi », bientôt rebaptisé « Avenir Pro+ », qui permet aux jeunes diplômés d'être accompagnés par leur établissement, les missions locales et les entreprises afin de renforcer leur préparation opérationnelle à l'emploi.

Axe 3 : Quelles solutions pour faire face au défi démographique et à la transformation des métiers avec la révolution technologique ?

Cet axe montre que les transformations structurelles du marché du travail appellent des changements en profondeur dont un investissement important dans la formation en lien avec les besoins réels de l'économie.

Clément Beaune rappelle que la population en âge de travailler (15-64 ans) commencera à diminuer d'ici trois à cinq ans, amorçant un recul durable de la population active. Pour élever le niveau de compétences, il faut encourager des formations plus longues, ce qui retarde l'entrée des jeunes sur le marché du travail et renforce la question de la sortie d'activité, c'est-à-dire l'âge de départ à la retraite. Même après la récente réforme, la France reste trois ans en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE et de l'Union européenne. Face à une main-d'œuvre moins nombreuse, trois leviers s'imposent : accroître la productivité par l'innovation technologique, travailler plus longtemps ou recourir à l'immigration économique. Il estime inévitable une hausse de l'âge moyen de départ à la retraite afin de préserver la vitalité économique et la croissance.

Estelle Sauvat alerte pour sa part sur un risque de décrochage du système de formation, au moment même où la France doit faire face à la révolution technologique et aux mutations de l'emploi. Elle rappelle que le pays consacre près de 220 milliards d'euros par an à l'éducation et à la formation. Ces efforts, salués au niveau européen, ont permis d'inspirer le futur budget 2027-2034 consacré aux compétences. Mais l'instabilité politique actuelle fragilise la continuité de ces politiques publiques et démobilise les acteurs. Elle met en garde contre un effet de balancier : après les investissements massifs du plan de relance post-Covid, un retrait trop brutal risquerait de désorganiser durablement la formation continue, pourtant essentielle pour accompagner les transitions liées à l'intelligence artificielle.

Selon elle, seule une formation au plus près de l'emploi et dans l'entreprise permettra de suivre le rythme des transformations économiques et d'éviter un décrochage global de l'économie.

David Héland explique que l'IA et le numérique complexifient les métiers, nécessitant des mises à jour régulières des compétences, notamment via une meilleure articulation entre formation initiale et continue. C'est dans les organisations productives que les compétences se forment et se diffusent : la modernisation technologique est une condition du développement des compétences.

Il souligne également que la loi de 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel n'a pas atteint son objectif initial : le développement de l'apprentissage s'est concentré sur les niveaux supérieurs (licence, master, doctorat) et dans les secteurs tertiaires, au détriment des filières techniques et industrielles, pourtant en forte demande. Il appelle à mieux réguler l'offre de formation pour réorienter les moyens vers les secteurs en tension.

Il observe que le système éducatif évolue lentement et peine à s'emparer des leviers existants. Les établissements doivent passer d'une logique centrée sur la diplomation à une culture de l'insertion professionnelle. Il met ainsi en évidence la difficulté de concilier le temps long de l'éducation avec l'urgence économique du marché du travail.

5 points à retenir

Point 1 : La France vit un “moment ciseaux” démographique et technologique qui crée un risque accru de tensions sur le marché du travail et impose d'accompagner une population active moins nombreuse mais davantage sollicitée.

Point 2 : Dans un contexte de mutations technologiques rapides, il est indispensable de favoriser le développement de la formation tout au long de la vie et l'accompagnement des reconversions professionnelles.

Point 3 : Les politiques publiques doivent encourager la formation continue ancrée dans l'emploi ce qui nécessite de renforcer la coopération entre l'État, les entreprises et les branches professionnelles et de considérer la formation comme un investissement stratégique.

Point 4 : Il est urgent de parvenir à concilier le temps long de l'éducation et l'urgence économique pour tenir la compétition mondiale dans un contexte d'évolution rapide des technologies, et notamment de l'IA.

Point 5 : La réussite repose sur un continuum formation initiale –formation continue ainsi que sur des systèmes de formation agiles.

Pistes d'exploitations pédagogiques en SES:

En classe de seconde

Chapitre : Quelles relations entre le diplôme, l'emploi et le salaire ?

Les interventions permettent de comprendre que la poursuite d'études est un investissement en capital humain mais aussi de comprendre comment évoluent les qualifications.

En classe de terminale

Chapitre : Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Les échanges mettent en évidence le rôle clé des innovations, et notamment de l'IA, comme facteur de gains de productivité. Cela permet de montrer que l'accroissement de la productivité globale des facteurs est une source de la croissance et de mettre en évidence le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs.

Chapitre : Comment lutter contre le chômage ?

Mettre en évidence le rôle de la formation initiale mais surtout de la formation continue dans l'accès durable au marché du travail. Comprendre que la formation peut être un levier contre les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications)

Chapitre : Quelles mutations du travail et de l'emploi ?

Comprendre que le numérique, et plus généralement l'IA, transforme les relations d'emploi et accroît les risques de polarisation des emplois.

Pistes d'exploitation pédagogique en économie-gestion :

En classe de première STMG

Thème 1 – Comment les entreprises produisent-elles ? Analyse du processus de production et de son efficacité dans la création de valeur → IA et transformations technologiques → adaptation des compétences pour maintenir la productivité

Thème 2 – Comment l'activité économique est-elle financée ? Comprendre les modes de financement de l'activité économique → Investissements publics et privés massifs dans la formation

Thème 4 – Le marché du travail : quelles relations entre diplôme, emploi et salaire ? Étude de la formation du salaire, de l'insertion et des qualifications → Tensions sur les recrutements, montée des besoins en compétences, lien formation-emploi

En classe de terminale STMG

Thème 1 – Croissance, fluctuations et crises - Facteurs de la croissance et enjeux contemporains → Démographie + compétences = condition pour "garder de l'activité"

Thème 3 – Mondialisation et internationalisation de la production - Compétitivité des entreprises, concurrence internationale → Compétences comme facteur stratégique pour rester dans la compétition mondiale

Thème 4 – Le rôle de l'État dans la régulation économique et sociale - Politiques économiques, emploi, formation → Politiques de formation et rôle des pouvoirs publics / Europe

Thème 6 – Le marché du travail et ses évolutions - Mutations des emplois, qualification, technologies → Impact de l'IA sur les compétences et les métiers

En classe STS/CEJM

Thème 1 : L'intégration de l'entreprise dans son environnement - Comment s'établissent les relations entre l'entreprise et son environnement économique ? → Analyse : Compétences // compétitivité et maintien de l'activité

Thème 3 : L'organisation de l'activité de l'entreprise - Comment les facteurs économiques déterminent-ils les choix de production ? → Étude du rôle de l'IA et des investissements en formation dans la productivité

Thème 5 : Les mutations du travail - Quelles sont les principales mutations du marché du travail ? → Comment l'entreprise devient acteur central de la formation

QCM:

Q1- Quel phénomène démographique affectera bientôt le marché du travail en France ?

- a) Une augmentation massive des naissances
- b) Un solde naturel négatif et une baisse des actifs
- c) L'arrivée massive d'une immigration qualifiée
- d) Une stabilité durable du nombre d'actifs

Q2- Quel est le principal effet du déclin démographique sur le marché du travail ?

- a) Une hausse du chômage
- b) Une pénurie de main-d'œuvre
- c) Une baisse de la productivité
- d) Une hausse du nombre de diplômés

Q3- Quelle proportion du financement de la formation est actuellement assurée par l'État ?

- a) 50 %
- b) 70 %
- c) 90 %
- d) 100 %

Q4- Quelle est la principale limite de la loi de 2018 sur l'apprentissage ?

- a) Elle favorise trop les filières techniques
- b) Elle s'est concentrée sur le supérieur
- c) Elle a réduit les moyens alloués à la formation
- d) Elle a supprimé les dispositifs de reconversion

Q5- Quel est le "moment ciseau" évoqué ?

- a) Le croisement entre la baisse démographique et l'essor technologique
- b) Le moment où la productivité dépasse la démographie
- c) La période de crise économique post-Covid
- d) Le déséquilibre entre formation et emploi

Q6- Quelle évolution technologique constitue un enjeu important pour les compétences ?

- a) Le retour au tout-manuel
- b) L'intelligence artificielle
- c) Le cloud gaming
- d) Les machines-outils

Q7- Que faut-il renforcer pour améliorer l'insertion professionnelle ?

- a) Diplôme + loisirs personnels
- b) Formation + emploi
- c) Communication + marketing
- d) Diplôme + notes obtenues au lycée

Quelques ressources complémentaires :

- Rapport Draghi (2024) : L'avenir de la compétitivité européenne, Commission européenne.

https://commission.europa.eu/topics/competitiveness/draghi-report_en

- INSEE, "Bilan démographique 2025" : analyse du solde naturel négatif en France.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8313983?utm>

- Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan (anciennement France Stratégie) (2023) : Compétences et emploi : anticiper les transitions.

- Ministère du Travail : données sur les "métiers en tension".

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dossier/les-metiers-en-2030?utm>

- OCDE (2024) : Perspectives de l'emploi 2024.

<https://travail-emploi.gouv.fr/etude-sur-limpact-de-la-transition-numerique-sur-les-emplois-et-les-competences?utm>